



Communiqué

Communiqué de presse

Mardi 29 octobre 2013

Moratoire TKPL : les français payeront l'addition

Le premier ministre a annoncé ce matin un moratoire sur la TKPL. Réaction indignée de FNE.

Les Français devront continuer à payer

Les routes ne sont pas gratuites. Elles sont payées par les Français et usées par les camions. En outre le « tout camion » pollue et réchauffe le climat. Cette taxe, juste écologiquement et socialement, si elle n'entre pas en vigueur va entraîner une augmentation des impôts locaux pour payer l'entretien des routes passées sous l'autorité des collectivités locales. Elle est aussi un signal pour les poids lourds de toute l'Europe : venez traverser la France, c'est pas cher pour vous !

Le « cadeau » fiscal ne résoudra rien et enfonce le pays dans la crise

Le cadeau fiscal coutera plus d'un milliard par an à l'Etat, en manque à gagner, 800 millions de plus si le contrat avec le prestataire est rompu. Par ailleurs, la crise profonde que traversent certains secteurs agricoles ne saurait trouver de solution si nous sommes incapables de favoriser une production (notamment agricole) de proximité, faiblement émettrice de gaz à effets de serre et de pollutions atmosphériques.

Le moins disant environnemental et social, payant le plus mal ses salariés et polluant le plus, continue d'être l'alpha et l'oméga d'un dogme productiviste qui saigne nos territoires et notre économie. Tant pis pour les conséquences tant que le prix est le plus bas possible et qu'on ne paye pas pour son outil de travail (la route)...

Nous n'aurons pas les moyens de la transition écologique

Pour mémoire, rappelons que le gouvernement avait promis que la baisse du budget du ministère de l'écologie de 7% serait compensée par la TKPL. Sans elle qui le financera ?...

On ne peut continuer à faire comme avant en espérant que ça change. La transition écologique nécessite des investissements et il nous semble naturel que ceux qui

sont les principaux responsables de la crise écologique soient aussi ceux qui financent prioritairement la sortie de crise au profit de tous ceux (dont de nombreuses entreprises, exploitants agricoles...) qui essayent de construire la France de demain. A moins de remettre en cause le principe pollueur-payeur et d'assumer un état de fait : aujourd'hui c'est pollué-payeur !